

Etat espagnol : la dette, la Grèce et Podemos - « Il est encore temps de (re)construire un parti-mouvement »

jeudi 30 juillet 2015, par [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 27 juillet 2015).

Sommaire

- [La clé grecque](#)
- [Au sein de l'Etat espagnol](#)

Depuis que la crise systématique de ce capitalisme mondial financiarisé a éclaté en 2008, nous vivons des temps accélérés et convulsés qui permettent à peine de prendre du recul et d'analyser les courants de fond qui traversent ce changement d'époque. Malgré tout, il y a des efforts dans cette direction. Parmi ceux-ci, peut-être que le plus lu dans les milieux de gauche, et même académiques, est celui réalisé depuis un moment par Wolfgang Streeck. Dans l'un de ses articles, portant un titre optimiste (« How will capitalism end ? [1] » [l'un de ses ouvrages est traduit en français sous le titre *Du temps acheté*]), il souligne trois tendances contemporaines sur lesquelles il n'est pas difficile de tomber d'accord : un déclin persistant du taux de croissance économique ; une augmentation, également constante, de la dette mondiale [2] et, finalement, un approfondissement des inégalités économiques, autant de revenus que de richesses.

Streeck souligne également comment « *la protection institutionnelle de l'économie de marché face aux interférences démocratiques a beaucoup progressé au cours des dernières décennies* », « *la dé-démocratisation du capitalisme européen sans, bien sûr, le dépolitiser* » étant un bon échantillon de cela. Après avoir constaté, rappelant Karl Polanyi [dans son ouvrage de 1944 *La Grande Transformation*], les limites auxquelles est arrivée la marchandisation du travail, de la nature et de l'argent, il diagnostique cinq problèmes centraux du capitalisme actuel :

- la stagnation économique (séculaire mais avec des bulles récurrentes) ;
- la redistribution oligarchique de la richesse et la séparation croissante du sort des élites économiques avec celui des masses ;
- le pillage du domaine public ;
- la corruption systématique et
- l'anarchie mondiale sur le plan géopolitique, malgré la persistance de l'hégémonie des Etats-Unis.

Tout ce processus a été accompagné - et stimulé - par les transformations de l'Etat : du régime fiscal de l'après-guerre à l'endettement et, finalement, au moment actuel austéritaire [combinaison d'austérité et d'autoritarisme]. Streeck prédit finalement une « période longue et douloureuse de décadence accumulatrice » du capitalisme qui pourrait posséder quelques ressemblances, mais aussi des différences, avec ce qui s'est déroulé dans les années 1930.

Au-delà des controverses que ce pronostic peut provoquer et du fait qu'il sous-estime l'importance de facteurs comme celui de la crise énergétique, du changement climatique ou des effets, au sein d'une inégalité structurelle plus importante, de celles de genre, d'ethnies et de nations, il ne semble pas difficile d'être d'accord avec l'analyse à grands traits qu'il fait du moment historique que nous vivons. Le plus frappant, cependant, est que, comme le signale également Streeck, « *plus personne ne croit en une renaissance morale du capitalisme. La tentative de Weber d'éviter qu'il [le capitalisme] ne se confonde avec l'avidité a finalement échoué, étant donné que plus que jamais il s'est transformé en synonyme de corruption.* » C'est là le grand paradoxe de notre temps : le récit du « progrès » social sous le capitalisme est arrivé à son terme, ce qui fait que le déficit non seulement de légitimité mais aussi d'efficacité de ce dernier (excepté pour le 1%) ne cessera d'augmenter dans la prochaine période ; néanmoins la capacité de ceux et celles d'en bas pour transformer cette crise en une opportunité pour freiner cette « Grande involution » [allusion au titre du livre de Polanyi] et cheminer vers une sortie alternative et solitaire est très limitée et généralement réduite à des luttes au niveau national-étatique. Il en découle que rien n'est plus urgent que la reconstruction d'un internationalisme des classes laborieuses, dépossédées et appauvries ouvertement opposées à un grand capital transnational toujours plus riche et éloigné de la satisfaction des besoins des majorités sociales et de la durabilité de la vie sur cette planète.

La clé grecque

Nous avons pu vérifier tout cela avec le dénouement, qui, nous l'espérons, n'est pas définitivement résolu, de la contradiction vécue en Grèce entre le Non au référendum [du 5 juillet] contre l'austérité de la troïka et de Merkel, d'un côté, et la capitulation du gouvernement Tsipras face à leurs diktats, de l'autre. Jamais n'a été aussi évidente la disposition des « institutions » (avec la Banque centrale européenne à sa tête) à imposer sa « gouvernance » tant annoncée au service de la dettocratie face à la décision souveraine d'un peuple disposé à survivre à la catastrophe dont il souffre.

Avec l'instauration d'un véritable protectorat, ce coup d'Etat financier se transforme en un avertissement face à toute tentative de défier la Constitution économique de la zone euro de la part de l'un ou l'autre gouvernement, bien que celui-ci dispose de l'appui d'une majorité ample de la population. Le mythe de l'Europe démocratique et des droits sociaux s'est ainsi finalement effondré et, à cela, ont contribué les partis sociaux-démocrates européens, transformés en fidèles serviteurs de la dettocratie.

En effet, malheureusement, l'idée « d'Europe » et y compris de l'euro comme symboles de prospérité jouèrent le rôle de références parmi certains peuples du sud - le grec, le portugais et l'espagnol - qui sortirent de dictatures au cours des années 1970 et à qui l'on a offert d'entrer dans le « club des riches » en pleine « guerre froide ».

L'euphorie de l'euro et le « capitalisme populaire » s'installèrent parmi de nouvelles couches moyennes en ascension mais, ensuite, arrivera la frustration à partir de 2008. Malgré le fait qu'aujourd'hui un tel récit optimiste appartienne déjà au passé, il fonctionne toujours comme souvenir nostalgique face à la peur de l'inconnu : en résumé, au lieu de percevoir « l'austérophobie » comme le rejet justifié du despotisme de l'euro, la crainte d'être accusés « d'europhobes » persiste sous le chantage qui voudrait que la seule Europe possible soit celle de l'Eurozone.

Cette résistance à accepter que le scénario a changé explique la facilité avec laquelle la sortie de l'euro, présentée par la grande majorité des moyens de (dés)information comme équivalant au désastre et au chaos, continue de peser sur d'amples secteurs des classes subalternes. Cela ne

signifie pas que cette sortie soit la solution. Cela dépend de quel gouvernement et de quelle politique sera développée face au problème de la dette, de l'oligarchie locale et du capital étranger, d'un côté, et en ce qui concerne la population appauvrie, de l'autre. Mais, malheureusement, le gouvernement Tsipras en est finalement venu à se résigner face à ce discours dominant.

Ainsi, comme le propose également Perry Anderson [3], il faudra conclure que jusqu'à ce que la rage parvienne à vaincre la peur, il ne sera pas possible d'avancer vers une rupture avec cette « Europe », toujours plus asymétrique et dépendante d'un « centre » sous l'hégémonie géo-économique d'un Etat allemand disposé, par contre, à préserver sa souveraineté politique autant que nécessaire, en recourant à son Tribunal constitutionnel.

Au sein de l'Etat espagnol : continuité, remplacement ou changement ?

Avec le précédent de la première bataille d'envergure perdue en Grèce, il faudra réfléchir sur ce qui est en jeu pour les prochaines élections générales espagnoles si nous voulons inverser le discours officiel des Rajoy et compagnie selon lequel « *il n'y a pas d'alternative* » face à l'austéritarisme. En ce sens, le soutien dont ont fait preuve les dirigeants de Podemos face à la capitulation qu'a signée le gouvernement grec n'est pas compréhensible. Ce d'autant plus qu'il partage la fausse excuse des « rapports de forces », sachant que le Non lors du référendum avait précisément changé cette situation en faveur d'une position plus ferme face aux créanciers.

Cette attitude acritique revient à assumer la même erreur que celle commise par Tsipras et soulignée par une partie de son opposition interne depuis un moment : l'absence de volonté d'établir des moyens de contrôle des capitaux dès le premier jour, à préparer un plan B (qui implique un ensemble de mesures de transition, y compris - comme résultat et non comme prémisses - la sortie de l'euro, en direction de ce que pointait la Plateforme de gauche) qui démontre, face à la troïka et à Merkel, qu'il y avait effectivement et qu'il y a une alternative à opposer à ses diktats.

Une erreur qui est plus grave lorsque l'on affirme que « *l'Espagne n'est pas la Grèce* » et, par conséquent, que l'on reconnaît que l'on pourrait faire valoir bien plus la capacité de pression face à la troïka et à Merkel, en s'appuyant sur le poids économique espagnol et sur « l'effet de contagion » qu'aurait une sortie de l'euro au sein même de l'UE dans le cas où l'on ne voudrait pas imposer l'austéricide.

Dans ce cadre général de crise de la zone euro et de harcèlement permanent contre le peuple grec, se dérouleront les élections en Catalogne, le 27 septembre 2015, et les générales en novembre-décembre.

Les premières seront sans doute une épreuve de force avec le régime de 1978 et son pilier le plus affaibli, l'Etat « autonome » ; mais elles le seront également en ce qui concerne la question de comment s'articule l'aspiration à la souveraineté du peuple catalan avec la défense des droits sociaux et le pari d'un autre modèle de pays et de société. Trois candidatures sont en concurrence sur ce chemin : *Junts per el Sí, Catalunya Sí que es pot* et celle de *CUP-Crida Constituent*. Face à ces dernières se trouvent les, jusqu'ici, deux principaux partis à l'échelle de l'Etat qui apparaissent comme les probables grands perdants et sans que Ciudadans [version catalane de Ciudadanos] puisse compenser leur chute. Ce qui, par contre, semble très probable est que même si une majorité indépendantiste ne sort pas de ces élections, il y aura en revanche une majorité souverainiste disposée à continuer de défier le régime quant à la revendication du droit à décider de son avenir. Un régime qui, autant de la part du PP que du PSOE, continue à se cramponner au fondamentalisme constitutionnel et à la défense de « l'unité de l'Espagne » comme unique réponse face à une fracture qui tend à s'approfondir.

De manière conjointe à cette dynamique de confrontation croissante en ce qui concerne l'avenir de Catalunya - aggravée par les menaces du gouvernement PP de recourir à l'article 155 de la Constitution [4] et la nouvelle Ley de Seguridad Nacional [5] - et, il ne faut pas l'ignorer, celui d'autres peuples, comme le basque et le galicien, ce sont les crises sociales et démocratiques qui occupent le centre de l'agenda politique et les alignements de l'électorat.

Trois options principales apparaissent en concurrence dans la perspective de l'automne : la première, la défense du PP d'une simple continuité du régime actuel - maquillée par une rénovation générationnelle ; ensuite celle de Ciudadanos, disposée à s'offrir comme « béquille » pour la régénération du PP ou du PSOE, selon les résultats, sur une nouvelle version néolibérale ; enfin, celle de Podemos, en faveur d'un « changement » dont le contenu continue de se mouvoir dans l'ambiguïté calculée et dont les dernières déclarations témoignent des oscillations entre le réformisme et la rupture avec le régime et la troïka.

Une ambiguïté qui se manifeste également au sujet du conflit catalan-espagnol, dès lors que s'il y a bien une reconnaissance de la plurinationalité, l'équipe dirigeante de Podemos continue à être réticente face à l'option d'un processus constituant propre à Catalunya, non subordonné à ce qu'il se déroule à l'échelle de l'Etat. L'argument selon lequel tant que le cadenas de la Constitution de 1978 n'est pas rompu il ne sera pas possible d'exercer le droit à décider n'est pas soutenable. Cela, dès lors que plus d'un constitutionnaliste a reconnu qu'avec une lecture ouverte de la loi fondamentale, la consultation du 9 novembre aurait pu être autorisée. Et, surtout, lorsque l'on observe que le défi catalan se transforme en facteur clé dans l'affaiblissement du régime, ce qu'une force comme celle de Podemos devrait utiliser pour améliorer ce « rapport de forces » auquel il est fait tant allusion, à l'échelle de l'Etat.

Les leçons de l'histoire, depuis les promesses non accomplies de Azaña [Manuel, 1880-1940, à la tête de l'exécutif de la République en 1931-1933, puis président de la République entre 1936 et 1939] à celles de Zapatero [président du gouvernement espagnol entre 2004 et 2011, membre du PSOE], sont présentes pour que l'on comprenne le rejet, en Catalunya, d'être subordonné, avec plus de raisons encore lorsqu'il n'y a pas de garanties que suite aux élections générales se déroulera un processus constituant à l'échelle de l'Etat.

Les derniers sondages semblent, en outre, confirmer que la capacité de résistance à l'usure du PP et du PSOE est plus importante que l'on pouvait le prédire lors des élections européennes [de mai 2014], alors que, au contraire, l'ascension de Podemos semble être freinée brutalement. En revanche, Ciudadanos progresse, même si pas autant que le souhaiteraient les pouvoirs économiques qui l'appuient. Il est essentiel de trouver une explication à chaque cas : le PP pourrait bénéficier du discours de la « reprise économique » et de la peur face à Podemos ainsi que face à la rupture de « l'unité de l'Espagne. Le PSOE pourrait miser sur ses gains territoriaux lors des élections municipales et autonomes [en mai 2015], ainsi que d'une prise de distance tactique vis-à-vis de certaines coupes budgétaires. Au contraire, pour ce qui touche à Podemos, il est possible que sa régression ait été influencée par une lecture fautive des résultats du 24M [les élections municipales et autonomes, qui ont vu des coalitions de gauche accéder à la mairie de villes importantes]. La direction ne reconnaissant pas que lors de la campagne et sous les effets positifs de la nouvelle « révolution démocratique » était confirmée et configurait une nouvelle « marée » citoyenne capable de générer un enthousiasme plus important qui permettrait de « gagner » les élections générales grâce à de nouvelles « confluences » allant au-delà de Podemos.

Confondant de manière intéressée des initiatives comme *Ahora en Común* [6] avec de simples manœuvres d'Izquierda Unida (bien que, sans aucun doute, cette dernière ait contribué maladroitement à cette interprétation), certains dirigeants de Podemos firent preuve d'un mépris préoccupant, au-delà de ce que peut devenir cette proposition, qui est un symptôme : l'existence de

vastes secteurs d'activistes et de la population qui ne sont pas et ne seront pas membres de Podemos mais qui, cependant, reconnaissent son rôle et veulent converger avec cette formation en lui demandant uniquement de faire preuve de générosité et d'ouverture.

Nous nous retrouvons ainsi avec un scénario où les limites de Podemos pour, à lui seul, créer à nouveau de l'enthousiasme pour le « changement » sont toujours plus visibles. Ces limites ont été patentées avec la contestation interne ainsi que la faible participation pour la détermination des candidatures lors des primaires ainsi que sur la consultation sur les alliances.

L'aspiration à fonctionner comme une « machine de guerre électorale » a abouti à une conception patrimoniale du parti par l'équipe dirigeante et à l'exclusion des personnes en désaccord des processus de décisions en de nombreux lieux, ainsi qu'à un découragement et à l'abandon de l'engagement dans de nombreux cercles.

Ne pas avoir écouté les revendications figurant dans des manifestes comme celui de *Podemos es participación* [7], malgré le nombre élevé de personnes et de responsables qui les ont signés et lorsque, en outre, on savait déjà qu'il n'y aurait pas d'élections générales [anticipées, prétexte utilisé par la direction de Podemos pour mettre en place un processus express et antidémocratique de détermination des candidats pour lesdites élections], a été une erreur lamentable dont les coûts restent encore à mesurer.

Il serait bon, par conséquent, d'assumer les limitations croissantes du modèle de démocratie plébiscitaire [via des votes par Internet, en dehors de tout débat et sans participation effective à des structures ou à des assemblées]. Et cela, surtout une fois que l'on distingue que « l'effet tsunami » des élections européennes se dilue et que même le discours officiel - malgré le fait d'avoir franchi plus d'une fois certaines « lignes rouges » à la recherche du « centre » [allusion à la dilution et à l'abandon de certaines propositions de la direction de Podemos afin de « gagner des voix au centre » et le refus de s'inscrire dans un « schéma gauche/droite »] - s'est montré inefficace pour « gagner » de nouvelles couches de l'électorat tout en étant, par contre, une source de confusion pour ses propres bases.

Il ne semble pas, en outre, qu'il soit suffisant de compenser cette fermeture du sommet de Podemos par la formalisation d'alliances à l'échelle de communautés autonomes ou avec la disposition à inclure des personnes indépendantes au sein de la « marque » Podemos au cours des prochains mois. Surtout dès lors que ces alliances se réalisent plus avec des forces politiques qui, dans le meilleur des cas, se meuvent entre la nouvelle et la vieille politique (comme ICV, EUiA et Compromís) et que d'autres soient reléguées au second plan, comme le Procès Constituent en Catalunya ou, simplement, que l'on renonce à stimuler des primaires ouvertes effectivement à toute la population.

Il est encore temps de (re)construire un parti-mouvement et de ne pas laisser cette tâche à l'après-élections, face à ce que promeuvent actuellement des dirigeants de Podemos. Il suffit uniquement de déborder d'imagination et de générosité et de ne pas craindre un débordement d'une dynamique participative qui est la seule garantie de pouvoir à nouveau créer l'enthousiasme que l'on peut « gagner » lors des prochaines élections générales. Je suis convaincu qu'une volonté de participation à cette tâche ne fera pas défaut de la part de ceux qui, tout en étant encore cofondateurs de Podemos, ont adopté des positions toujours plus critiques face au cap qui a été suivi au cours de cette brève, mais très intense, année et demie de vie d'une formation qui, grâce - ne l'oublions pas - au chemin ouvert par le 15M, marque un avant et un après de notre histoire politique et sociale.

Jaime Pastor

P.-S.

* Tribune publiée le 27 juillet 2015 sur le site de la revue VientoSur.

* Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org>

Notes

[1] <http://newleftreview.org/II/87/wolfgang-streeck-how-will-capitalism-end>

[2] Aujourd'hui même Joaquín Estefanía fait le compte rendu d'un rapport selon lequel la dette mondiale accumulée est passée de 230% du PIB au début de la crise à 272% à la fin de l'année dernière (El hombre endeudado, El País, 27/7/15) (JP).

[3] Voir sur ESSF (article 35544), [La débâcle grecque - L'Union européenne est désormais vue comme ce qu'elle est : structure oligarchique, corruption, déni de la souveraineté populaire, régime de privilèges...](#)

[4] L'article 155 donne au gouvernement la capacité d'intervenir directement, y compris par la force, dans une Communauté autonome qui n'appliquerait pas les lois ou contreviendrait à l'intérêt général, soit donc de suspendre les organes de cette communauté autonome. (Réd. A l'Encontre).

[5] La loi de sécurité nationale octroie de vastes pouvoirs au gouvernement central, dont celui de soumettre à son autorité les fonctionnaires et les forces de sécurité des communautés autonomes, sur la seule base d'un décret royal (alors que l'application de l'article 155 exige l'accord du président de la communauté autonome et, s'il refuse, de la majorité absolue du Sénat), pour gérer des situations de « crise ». Il s'agit, de fait, d'une loi d'exception. Le caractère vague des dites crises (naturelles, terroriste, etc.) indique que l'un des objectifs de cette loi est précisément de pouvoir mettre un terme à un processus indépendantiste. La loi, soutenue par le PSOE, devrait entrer en application en septembre. (Réd. A l'Encontre)

[6] Voir sur ESSF (article 35545), []>art35545].

[7] Voir sur ESSF (article 35546), []>art35546].